ASSEMBLÉE NATIONALE

25 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-CF1392

présenté par
Mme Leduc, rapporteure

ARTICLE 27**ÉTAT B****Mission « Gestion des finances publiques »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	100	0
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	0	0
Facilitation et sécurisation des échanges	0	100
TOTAUX	100	100
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à appeler l'attention de la représentation nationale sur la nécessité de mettre en place les outils techniques et juridiques nécessaires à une réelle mesure des conséquences des comportements d'évitement fiscal :

- un programme de contrôle fiscal randomisé par la DGFIP. L'un des obstacles à une mesure fiable des conséquences de la fraude fiscale est le biais inhérent à cette mesure : le chiffre est extrapolé à partir des résultats des contrôles menés sur les entreprises pour lesquels des indices de fraude fiscale

était visibles. Une mesure fiable résulterait de contrôles aléatoires sur tout type d'entreprise et de ménages;

- la nécessité d'une publication annuelle par la DGFIP et le Conseil des prélèvements obligatoires d'une mesure de la fraude et de l'écart fiscal, selon une méthode constante, permettant les comparaisons ;

- la mise en place d'un fichier national des donations anticipés. En effet, aujourd'hui la fraude dans ce domaine peut se faire en toute impunité car l'État ne tient pas les comptes des donations, de leurs montants et de leurs bénéficiaires. Il est donc important de mettre en place ce fichier national, ne serait-ce que pour quantifier la fraude résultant des donations anticipées.

Afin de respecter les règles de recevabilité financière, cet amendement :

- prélève 100 euros sur le programme 302 Facilitation et sécurisation des échanges, Action 01 "Surveillance douanière des flux de personnes et de marchandises et lutte contre la grande fraude douanière"

- abonde de 100 euros le programme 156 Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local, Action 01 "Fiscalité des grandes entreprises"